



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20241223-lmc1359664-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 24 décembre 2024
Date de publication : 26/12/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 23 DÉCEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
9	0	7

OBJET DE LA DECISION

N° 24/727

**AVENANT DE RESILIATION
D'UN CONTRAT DE
GARANTIE D'USAGE AU
PORT DU BRUSC -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/727

BUREAU DU 23 DÉCEMBRE 2024

**O B J E T : AVENANT DE RESILIATION D'UN CONTRAT DE
GARANTIE D'USAGE AU PORT DU BRUSC -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Transports,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n° 2023-1231 du 21 décembre 2023 portant diverses dispositions en matière portuaire et, notamment, son article 3 relatif aux garanties d'usage dans les ports de plaisance,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n° 19/10/341 du Conseil Métropolitain du 3 octobre 2019 approuvant le Règlement Général d'Exploitation des ports en régie de la Métropole TPM, et, notamment, son chapitre 2 - Section 1 – point 2.2 précisant les règles de commercialisation des garanties d'usage,

VU la délibération n° 19/10/346 du Conseil Métropolitain du 3 octobre 2019 approuvant le plan d'affectation des postes d'amarrage du port du Brusc,

VU la délibération n° 23/12/382 du Conseil Métropolitain du 21 décembre 2023 approuvant les tarifs d'outillage public et des redevances de stationnement et d'amarrage applicable en 2024 dans le port du Brusc,

VU l'avis du Conseil d'exploitation des régies portuaires des 27 mars 2017 et 11 décembre 2017,

VU l'avis du Conseil Portuaire du port du Brusc du 15 novembre 2018,

VU le contrat de garantie d'usage, en date du 20 novembre 2015, conclu avec Monsieur Robert ELLINI pour un poste d'amarrage dans le port du Brusc,

VU l'acte de décès de Monsieur Robert ELLINI en date du 5 juillet 2023,

VU l'acte de dévolution successorale en date du 6 novembre 2023,

VU la demande des héritiers de Monsieur Robert ELLINI, en date des 16 mai 2024 et 31 juillet 2024 de libérer la garantie d'usage de leur défunt père,

VU le projet d'avenant de résiliation dudit contrat de garantie d'usage ci-après annexé,

CONSIDERANT que l'Autorité Portuaire, anciennement le Syndicat Mixte Port Toulon Provence, a proposé de recourir à la vente de garanties d'usage dans le cadre de la mise en œuvre du plan de financement des travaux de construction du brise clapots, de la panne de liaison et de pontons flottants liés à la panne de liaison,

CONSIDERANT que Monsieur Robert ELLINI a bénéficié, en date du 20 novembre 2015, d'un contrat de garantie d'usage dans le port du Brusc concernant un poste d'une surface de 63 m² moyennant une participation financière de 180 000 € TTC pour une durée de 20 ans,

CONSIDERANT que Monsieur Robert ELLINI est décédé le 3 juillet 2023, décès certifié par acte en date 5 juillet 2023 par la Ville de Sanary,

CONSIDERANT que, par courriers électroniques, en date des 16 mai 2024 et 31 juillet 2024, les héritiers de Monsieur Robert ELLINI ont demandé la résiliation du contrat de garantie d'usage susvisé en application de ses articles 8.1 et 10,

CONSIDERANT que la Métropole TPM, Autorité Portuaire, s'engage à accéder à la demande des héritiers et à verser auprès de l'Etude chargée de la succession de Monsieur Robert ELLINI, l'Etude « AMCD NOTAIRES » Société Civile Professionnelle, titulaire d'un Office Notarial à Marseille, la somme de 128 890,67 € TTC (cent vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-dix euros et soixante-sept centimes) Toutes Taxes Comprises,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'avenant portant résiliation du contrat de garantie d'usage conclu avec Monsieur Robert ELLINI dans les conditions définies dans ledit avenant tel qu'il est annexé ci-après.

ARTICLE 2

DE DIRE que l'indemnité de 128 890,67 € (cent vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-dix euros et soixante-sept centimes), toutes taxes comprises, à devoir à l'Etude « AMCD NOTAIRES » Société Civile Professionnelle, titulaire d'un Office Notarial à Marseille (13008) en charge de la succession de Monsieur Robert ELLINI, sera prélevé sur le budget annexe, Ports métropolitains, Section d'investissement, chapitre 13, article 1318, opération 33000 – Port du Brusc.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 23 décembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	9
CONTRE	0
ABSTENTION	0

RESILIATION D'UN CONTRAT DE GARANTIE D'USAGE

CALCUL INDEMNITE DE RESILIATION

DATE DE RESILIATION
DUREE DU CONTRAT (en années)

DATE D'ACQUISITION

DATE D'EXPIRATION

PRIX D'ACHAT H.T cf article 10
Indice TP02 au 1er janvier de l'année de Résiliation
Indice TP02 au 1er janvier de l'année de signature contrat

MONTANT DE L'INDEMNITE DE RESILIATION H.T

TVA 20%

MONTANT DE L'INDEMNITE DE RESILIATION T.T.C

Nom du Bénéficiaire
AMCD Notaires (succession)

29/07/2024
20
20/11/2015
19/11/2035

150 000,00
134
105,8

107 408,89 €
21 481,78 €
128 890,67 €

nbre jours total du contrat
nombre d'années du contrat
nombre jours restant au contrat
nbre jours restant/nbre jours total

7305
20
4130
0,5654

Début du message réexpédié :

De: Rendon Adeline <lesalon-dadeline@orange.fr>

Objet: Résiliation de garantie d'usage.

Date: 16 mai 2024 à 19:51:29 UTC+2

À: capitainerie.brusc@metropoletpm.fr

Monsieur bonjour,

Suite à notre conversation téléphonique de ce jour, je vous confirme donc que suite au décès de notre papa, Monsieur Robert ELLEN, nous souhaitons libérer la "garantie d'usage" au 01 juin 2024; notre papa avait acheté cette concession le 20 Novembre 2015.

Le notaire en charge de la succession est Maître CALIGARIS Marie, étude AMCD, 305 A avenue du Prado, 13008 MARSEILLE. Téléphone : 04 96 13 13 13.

Vous trouverez ci joint l'acte de décès et de notoriété.

Cordialement,

Adeline RENDON ELLEN

1 Bis rue de la garrigue

11360 DURBAN CORBIERES

0679702460.

TR: Résiliation de garantie d'usage.

BRUSC Capitainerie <capitainerie.brusc@metropoletpm.fr>

Mer 28/08/2024 16:02

À : DARNARD Laurent <ldarnard@metropoletpm.fr>

📎 2 pièces jointes (861 Ko)

Copie : AE NOTOPIETE ELLENI.pdf; acte decas .pdf;



Kamel CHIHAI

Direction des ports – le BRUSC

Exploitation – Chef de service

Capitainerie du BRUSC

Quai St PIERRE

83140 Six Fours les plages

Tel : 04 94 10 65 35

De : Jean-Pierre Elleni <jeanpierre@pureinspiration.fr>

Envoyé : mercredi 31 juillet 2024 18:32

À : BRUSC Capitainerie <capitainerie.brusc@metropoletpm.fr>; Thomas Elleni <toudoy@hotmail.com>

Cc : lesalon-dadeline@orange.fr

Objet : Fwd: Résiliation de garantie d'usage.

Bonjour

Suite au mail de ma soeur du 16 mai

Comme vous avez pu le constater la place du port est libre depuis le dimanche 28 juillet 2024

Nous souhaitons donc libérer la "garantie d'usage »

merci votre retour sur ce sujet

Tres cordialement

jean pierre Elleni

06 72 28 27 54

MAIRIE-83-SANARY-SUR-MER (83123)
Vérification Acte de Décès

Réponse

Date de traitement	2023-08-03T10:24:15.250+02:00
Référence réponse	REP_THEMIS_83123_00002350
Numéro d'acte	189 (année : 2023)

ACTE DECES

Evènement

Date et heure du décès	03/07/2023 04h00
------------------------	------------------

Lieu du décès

N° Voie / Voie	13 Rue Nazaire Fournier
Commune	Sanary-sur-Mer
Pays/Départ	France - 83

Défunt

Nom	ELLENI
Prénoms	Robert, Gérard
Date de Naissance	30/01/1949
Sexe	Masculin
Ville de Naissance	Paris treizième arrondissement
Pays/Départ	France - 75
Profession	retraité
Domicile	
N° Voie / Voie	13 Rue Nazaire Fournier
Commune	Sanary-sur-Mer
Pays/Départ	France - 83

Parent du défunt

Nom	ELLENI
Prénoms	Loreno
Sexe	Masculin
Décédé (O/N)	0

Parent du défunt

Nom	HASSON
Prénoms	Eva
Sexe	Féminin
Décédé (O/N)	0

Conjoint ou ex-conjoint du défunt

Nom	HÉDON
Prénoms	Marie-Odile, Madeleine
Sexe	Féminin
Dissolution ou décès	Divorcé

Partenaire du défunt

Nom	
Prénoms	
Sexe	
Dissolution ou décès (O/N)	

Déclarant (acte dressé)

Date et heure déclaration	05/07/2023
Nom	BALONDRADÉ-SALITTI

Prénoms	Sandra
Age	41 ans
Profession	assistante funéraire
Commune / Départ	Sanary-sur-Mer - 83

Officier de l'état civil ayant célébré ou établi l'acte

Nom	AUNEAU
Prénoms	Daniel
Fonction	Fonctionnaire territorial
Commune / Départ	Sanary-sur-Mer - 83
Pour les transcriptions, identité de la personne qui l'a sollicité	

Mentions

Fin des données

59889028	2023-08-02T19:01:25.193+02:00	1800087870052_13103_83123_20237665
NOT	2023-08-02T16:51:10.8520952+02:00	not
1002104 / Monsieur ELLENI Robert Gérard / Décès	83123	
MAIRIE-83-SANARY-SUR-MER		
REP_THEMIS_83123_00002350	RP,0.5a	
DDYPR	1.07	REP_THEMIS_83123_00002350
VAG	00000	
Acte trouvé		
Pdfg 3.6.04 [(C) ANTS 2015]	3.6.04	
3.6.04	20230803102419	
cb0b140f9400935fasc0e3ecfdda7621679e5c7e40c5757973ee564e95da4	0003f017e701b4819471a795f60cda76b1e6632081d2035cd1100db2a415eae0	

CONTRAT DE GARANTIE D'USAGE PORT DU BRUSC

ENTRE :

Le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence, domicilié au Phoenix - 39, Avenue de la Résistance – CS 20722 – 83052 Toulon Cedex, représenté par son Président, Robert CAVANNA, dûment habilité aux présentes en vertu des délibérations n° PTP/15/06/DAG/131 et PTP/15/06/DAG/131 du Comité Syndical en date du 18/06/2015

Ci-après dénommé « l'Autorité Portuaire, gestionnaire »,

D'UNE PART,

ET

Monsieur Robert ELLENI, domicilié 13, rue Nazaire Fournier – 83110 Sanary-sur-Mer.

Ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

D'AUTRE PART.

PREAMBULE :

Il est précisé que la garantie d'usage octroie à son bénéficiaire un droit d'occupation privative du domaine public conforme au code général de la propriété des personnes publiques. Durant toute sa durée, le bénéficiaire ne dispose pas de droits réels sur l'emplacement du poste d'amarrage qui lui est accordé.

La garantie d'usage permet de bénéficier d'un droit transférable d'occupation privative, valorisable, pour une durée fixée à 20 ans, et suivant les modalités précisées ci-après, dans le respect des règles régissant la gestion de la domanialité publique.

Les parties définissent aux présentes les différentes clauses et conditions ayant pour objet de fixer les modalités selon lesquelles, l'Autorité Portuaire, gestionnaire accorde une garantie d'usage au profit de personnes morales ou physiques.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - Objet du contrat :

L'Autorité Portuaire, gestionnaire confère au bénéficiaire une garantie d'usage portant sur un poste d'amarrage au sein du site du port du Brusc, en contrepartie des redevances fixées aux articles 4 et 5. Le site au sein duquel un poste d'amarrage sera accordé est localisé sur le plan d'affectation du port du Brusc. A poste équivalent, l'Autorité Portuaire, gestionnaire se réserve le droit d'en modifier l'emplacement.

ARTICLE 2 – Durée :

La présente garantie d'usage est accordée pour une durée de **20 années** à compter de la date figurant au constat d'état des lieux valant entrée en jouissance conformément à l'article 6.5 du présent contrat.

ARTICLE 3 - Caractéristiques du poste d'amarrage attribué et du navire considéré aux présentes :

Il est accordé au bénéficiaire un poste d'amarrage pouvant accueillir un navire de plaisance répondant aux caractéristiques suivantes :

Nom du bateau	N° d'immatriculation	Longueur	Largeur	Tirant d'eau	Type
HALIOTIS		11,40 m	3,90 m	2 m	Wauquiez - Amphora

Les dimensions du bateau tiennent compte de tous les équipements fixés à demeure au bateau (balcon, filières, chaise, plage arrière, panneaux solaires, moteur hors-bord fixe, bout dehors fixe, bossoirs...) et qui nécessitent un outillage spécialisé pour être démontés.

Le bénéficiaire s'engage à déclarer immédiatement au gestionnaire toute modification concernant les caractéristiques d'identification du navire.

En considération des caractéristiques ci-dessus mentionnées, l'Autorité Portuaire, gestionnaire attribue au bénéficiaire le poste d'amarrage répondant aux caractéristiques suivantes :

DESCRIPTIF DU POSTE D'AMARRAGE				
Longueur maximale du plan d'eau	Largeur maximale du plan d'eau	Profondeur du bassin	Dimensions maximales du bateau pouvant être accueilli (L x l)	Emplacement (non contractuel)
14 m	4,50 m	2m	63 m²	J003

ARTICLE 4 – Participation au titre du financement des ouvrages portuaires ou participation aux travaux :

Le bénéficiaire de la présente garantie d'usage s'engage à régler la participation d'un montant de 150 000 € HT, soit 180 000 € TTC (cent quatre-vingt mille euros TTC) affectée au financement des ouvrages portuaires.

Cette participation est payable à la signature du contrat par chèque de banque ou par virement bancaire à l'ordre du Trésor Public.

Cette participation est liée au programme d'investissements réalisés pour la construction des ouvrages portuaires nouveaux décrit en annexe 1.

ARTICLE 5 – Frais de gestion :

Le bénéficiaire de la garantie d'usage doit s'acquitter des frais de gestion dont le montant, pour l'année 2015, a été fixé à 20 € TTC / m².

Cette redevance est **calculée et révisée chaque année**, selon les tarifs et conditions d'usage des outillages publics, instruits annuellement conformément au Code des Transports.

Cette redevance sera **rapportée aux dimensions** du navire (longueur x largeur) indiqués à l'article 3. A défaut de navire mentionné à l'article 3, la redevance portera sur la surface du descriptif du poste d'amarrage.

Les règlements devront être opérés dans les 30 jours à compter de la date d'émission du titre de recettes transmis par le comptable assignataire de l'Autorité Portuaire, gestionnaire.

Cette redevance est exclusive de toute redevance au titre de stationnement dans le port du Brusc.

ARTICLE 6 - Obligations du bénéficiaire :

6.1 - Dispositions générales :

Le bénéficiaire déclare accepter les conditions et les obligations afférentes à l'occupation du poste d'amarrage, qu'il contracte en conséquence envers l'Autorité Portuaire, gestionnaire, telles qu'elles sont précisées dans le présent contrat et dans le règlement de police du port.

Le bénéficiaire est informé et accepte que l'Autorité Portuaire, gestionnaire conserve le droit d'effectuer à tout moment un contrôle des conditions d'occupation et d'utilisation du poste d'amarrage.

Le bénéficiaire ne pourra en aucun cas modifier les ouvrages portuaires dont il dispose et demeure entièrement responsable des avaries qu'il occasionnerait à ces ouvrages. Il s'engage par ailleurs à porter immédiatement à la connaissance de l'Autorité Portuaire, gestionnaire tout dommage susceptible de préjudicier au Domaine Public.

Le bénéficiaire est soumis aux règlements généraux et particuliers qui sont pris pour la police et l'exploitation du port et également aux règlements et consignes de sécurité concernant en particulier la lutte contre l'incendie et affichés à la capitainerie.

6.2 – Assurances :

Le bénéficiaire déclare être assuré par une compagnie d'assurance réputée solvable, dont la police en langue française ou anglaise est jointe aux présentes, et il sera remis, chaque année, à l'Autorité Portuaire, gestionnaire une attestation d'assurance en cours de validité à première demande.

Cette police couvrira au minimum :

- Les dommages causés aux ouvrages du port,
- Le renflouement et l'enlèvement du bateau en cas de naufrage dans les limites du port ou dans les chenaux d'accès ; le plafond de cette couverture devra être clairement retransmis à l'Autorité Portuaire, gestionnaire,
- Les dommages causés aux tiers à l'intérieur du port.

6.3 - Vacance du poste d'amarrage :

La gestion et la location de l'emplacement momentanément non occupé par le bateau du bénéficiaire sont assurées **exclusivement** par l'Autorité Portuaire, gestionnaire, conformément au Code des Transports.

Le reversement des recettes perçues par l'Autorité Portuaire, gestionnaire sera effectué à hauteur de 50% TTC auprès du bénéficiaire du présent contrat, dans le courant du trimestre qui suit la période annuelle de référence.

Tous les mouvements du navire objet du présent contrat seront signalés avec un préavis de 2 heures pour les mouvements de moins de 48 heures.

Tous les mouvements du navire de plus de 48 heures seront signalés avec un préavis de 24 heures.

A défaut de signalement par le bénéficiaire des mouvements du navire, l'Autorité Portuaire, gestionnaire pourra, en cas d'absence constatée supérieure à 48 heures, considérer que sa place est vacante et il pourra donc la louer.

6.4 - Gardiennage et sécurité :

Le bénéficiaire est tenu de faire assurer le gardiennage de son bateau et de ses amarres.

Les moyens par lesquels la personne ou l'organisme assurant le gardiennage du bateau peut être contacté en cas d'urgence sont communiqués à l'Autorité Portuaire, gestionnaire.

Le bénéficiaire est informé et accepte que l'Autorité Portuaire, gestionnaire ne puisse être tenu pour responsable des dégâts, dégradations ou vols dont pourrait faire l'objet de la part de tiers, le bateau amarré au poste affecté au bénéficiaire ; ce dernier est libre de se garantir contre ces risques par une assurance particulière.

De même, la responsabilité de l'Autorité Portuaire, gestionnaire ne saurait être recherchée pour tout ce qui résulterait de la faute, négligence ou imprudence du bénéficiaire ou de ses préposés, notamment en ce qui concerne l'utilisation du courant électrique délivré aux prises existant sur les quais et terre-pleins.

L'Autorité Portuaire, gestionnaire peut, à titre de mesure d'urgence, intervenir directement sur le bateau du bénéficiaire, qui l'accepte, au cas où celui-ci serait en danger par le fait de l'eau ou de l'incendie ou constituerait une menace pour les autres bateaux ou les installations portuaires.

6.5 - Etat des lieux d'entrée en jouissance :

Lors de la livraison du poste d'amarrage, le bénéficiaire constate contradictoirement avec le représentant local de l'Autorité Portuaire, gestionnaire l'état des ouvrages portuaires mis à sa disposition. Le constat d'état des lieux sera annexé aux présentes (annexe 2).

Par ailleurs, le bénéficiaire peut être tenu pour responsable des détériorations des ouvrages du port mis à sa disposition, qui apparaîtraient en cours de contrat et dont l'origine serait étrangère à l'usure et à l'érosion, que ce soit de son fait ou de toute personne physique ou morale qui lui serait liée.

En cas de location-vacance du poste d'amarrage, telle que prévue à l'article 6.3 du présent contrat, l'occupant temporaire sera tenu pour responsable des dégradations des ouvrages du port mis à sa disposition dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

ARTICLE 7 - Obligations de l'Autorité Portuaire, gestionnaire :

L'Autorité Portuaire, gestionnaire garantit au bénéficiaire un droit d'amarrage à un emplacement conforme aux dimensions du bateau désigné à l'article 3 et assurera d'une manière générale l'entretien des équipements associés.

L'Autorité Portuaire, gestionnaire met à la disposition du bénéficiaire les organes d'amarrage adaptés aux dimensions du bateau. Le bénéficiaire installera ses amarres personnelles avants et arrières, constituées d'un cordage en bon état dont les caractéristiques mécaniques et le diamètre seront adaptés au bateau.



L'Autorité Portuaire, gestionnaire met à la disposition du bénéficiaire les ouvrages de fourniture d'eau et d'énergie électrique, conformes aux normes et règlements de sécurité en vigueur, suivants : ☒ oui ☐ non

• Prises électriques : 220 volts – 16 ampères

• Prises d'eau : oui ☒ - non ☐

ARTICLE 8 - Modalités de transfert de la garantie d'usage :

8.1 – Cession :

Le présent contrat de garantie d'usage ne peut être cédé directement. Toute cession, à quelque titre ou sous quelque modalité que ce soit, ne peut intervenir qu'auprès de l'Autorité Portuaire, gestionnaire qui se chargera du rachat dans les conditions prévues à l'article 10.

En cas de revente du poste par l'Autorité Portuaire, gestionnaire, priorité sera donnée au propriétaire du bateau indiqué à l'article 3.

8.2 – Décès :

En cas de décès du bénéficiaire, le poste est transmissible aux héritiers. L'héritier devra justifier de sa qualité par acte notarié. En cas d'indivision, il sera désigné un seul titulaire de la garantie d'usage.

ARTICLE 9 - Interdiction de location directe :

La garantie d'usage ne peut pas faire l'objet d'une location directe de la part du bénéficiaire.

La location ne pourra se faire que dans le strict respect des conditions définies à l'article 6.3 du présent contrat.

Au cas où l'Autorité Portuaire, gestionnaire constaterait que le bénéficiaire a contrevenu à l'interdiction énoncée ci-dessus, il mettra en œuvre les sanctions prévues à l'article 12 ci-dessous.

ARTICLE 10 – Valeur de reprise :

La garantie d'usage peut être retirée par l'Autorité Portuaire, gestionnaire. Le bénéficiaire s'interdit tout recours contre l'Autorité Portuaire, gestionnaire dans le cas où cette dernière procéderait au retrait et/ou à la suppression partielle ou totale des ouvrages et outillages.

Dans ce cas, l'Autorité Portuaire, gestionnaire reprend la libre disposition du poste correspondant en versant au bénéficiaire une somme calculée dans les conditions ci-après à laquelle se rajoute le taux de TVA en vigueur au jour de la signature de la reprise.

La valeur de cette somme hors taxes est obtenue par application de la formule suivante :

$$V = \frac{RO \times TP02(n)}{TP02(0)} \times \frac{A}{N}$$

Dans laquelle :

V = Valeur de reprise HT

RO = Montant HT de la redevance forfaitaire d'origine fixée par le contrat (article 4).

TP02 (n) = Indice Travaux publics TP02 (ouvrage d'art en site terrestre, fluvial ou maritime et fondations spéciales) au 1^{er} janvier de l'année de reprise.

TP02 (0) = Indice Travaux publics TP02 au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle a été signé le contrat.

A = Durée de validité restante du contrat à la date de reprise (en jours)

N = Durée de la garantie d'usage fixée par le contrat (en jours).

Le remboursement de la valeur de reprise intervient dans les 45 jours suivant la notification de l'avenant de résiliation.

ARTICLE 11 - Fin anticipée du contrat :

L'Autorité Portuaire, gestionnaire pourra mettre fin au contrat pour des motifs d'intérêt général ou des motifs liés à l'intérêt du domaine public et ce conformément aux principes régissant la maîtrise de la domanialité publique.

La partie de la redevance forfaitaire correspondant à la perte du droit d'usage ainsi causée est, dans cette hypothèse, reversée par l'Autorité Portuaire, gestionnaire au bénéficiaire dans les mêmes conditions que celles évoquées à l'article 10 ci-dessus.

ARTICLE 12 – Résiliation :

En cas de manquement de la part du bénéficiaire aux obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, l'Autorité Portuaire, gestionnaire peut résilier le contrat concerné, selon la procédure suivante :

Mise en demeure du bénéficiaire, par envoi recommandé avec accusé de réception, de se conformer aux dispositions du contrat dans un délai d'un mois sous peine de résiliation de droit dudit contrat.

A l'issue de ce délai, en cas de non-conformité, la place sera remise à la disposition de l'Autorité Portuaire, gestionnaire. Le bénéficiaire devra procéder, sous huitaine, à compter de l'expiration du délai de 1 mois susmentionné, à l'enlèvement du navire. A défaut, cet enlèvement sera effectué à ses frais, risques et périls.

Le remboursement par l'Autorité Portuaire, gestionnaire au bénéficiaire se fera à hauteur de 75% seulement de la valeur de reprise, calculée dans les conditions précisées à l'article 10 ci-dessus.

ARTICLE 13 - Coopération :

Les parties s'engagent, en application des articles 1134 et 1135 du Code civil, à mettre en œuvre des moyens raisonnables afin que l'exécution du contrat se déroule dans de bonnes conditions et que les liens contractuels s'adaptent à l'évolution de la demande du bénéficiaire.

ARTICLE 14 - Intégralité – Modification :

Le présent contrat exprime l'intégralité des obligations contractuelles liant les parties à la date de sa signature dans le cadre des lois et règlements applicables.

Il annule et remplace tout accord, toute disposition et toute stipulation contraire qui lui seraient antérieurs et qui concerneraient le même objet.

Le présent contrat ne peut être modifié que par un avenant écrit signé par l'ensemble des parties signataires.

ARTICLE 15 - Litiges et Clause attributive de compétence :

Les parties au présent contrat s'engagent à tout faire pour essayer de régler à l'amiable tout litige qui pourrait éventuellement naître de l'exécution du présent contrat.

Les litiges nés de l'application des présentes clauses de ce contrat relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 16 - Exécution :

Le Président du Syndicat Mixte Ports Toulon Provence sera chargé de l'exécution du présent contrat qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

ARTICLE 17 - Recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président du Syndicat Mixte Ports Toulon Provence, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 18 - Annexes :

Les annexes jointes au contrat et décrites ci-dessous, font parties intégrantes du contrat de garantie d'usage et ont valeur contractuelle. Il en est de même du préambule figurant en première page du présent contrat.

Annexe 1 : Programme de travaux lié à cette garantie d'usage

Annexe 2 : Constat d'état des lieux d'entrée en jouissance

Fait à Toulon, le 20 NOV. 2015
En deux originaux,

Le bénéficiaire de la garantie d'usage,
Robert ELLENI
Lu et approuvé

Le Président du Syndicat Mixte Ports Toulon Provence,
Robert CAVANNA



ANNEXE 1

**PROGRAMME DE TRAVAUX LIÉ A CETTE GARANTIE D'USAGE
(Prévisionnel)**

Intitulés	Montants	Date prévisionnelle
- Brise clapots	673 495,07 € HT	2015/16
- panne de liaison	576 458,61 € HT	2016
- Pontons flottants liés à la panne de liaison	465 051,75 € HT	2016/17

ANNEXE 2
AU CONTRAT DE GARANTIE D'USAGE – PORT DU BRUSC
ETAT DES LIEUX D'ENTREE EN JOUISSANCE

Bénéficiaire : Robert ELLENI

Situation du Poste : J003.

Emplacement : Tirant d'eau admissible du poste: 2,50

Type d'ouvrage portuaire:

- ☒ Quai ☐ Appontement
☐ Enrochement ☐ Ponton flottant sur corps mort

Etat de l'ouvrage portuaire :

- ☐ Neuf ☐ Très bon état
☒ Etat normal de fonctionnement

Fourniture de fluides :

- ☒ Borne électricité ☒ Borne eau

Commentaires particuliers :

Fait à Six-Fours-les-Plages
En deux originaux.

Le :

Le 11 novembre 2015

Pour le Bénéficiaire



Pour l'Autorité Portuaire
Kamel CHIHAI,
Maître de port du Brusc

100210402

MCD/CM/

**L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS,
LE SIX NOVEMBRE**

**A MARSEILLE (13008) (Bouches-du-Rhône), au siège de l'Office Notarial,
ci-après nommé,**

**Maître Marie CALIGARIS, Notaire associé de la Société Civile
Professionnelle dénommée « AMCD NOTAIRES », titulaire d'un Office Notarial à
MARSEILLE (13008), 305 A, Avenue du Prado,**

A REÇU LE PRESENT ACTE DE NOTORIETE A LA REQUETE DE :

- Monsieur Jean-Pierre ELLENI présent à l'acte.
- Madame Adeline ELLENI, présente à l'acte.
- Monsieur Thomas ELLENI présent à l'acte.

**Etant observé que le ou les requérants ci-après nommés, qualifiés et
domiciliés seront indifféremment dénommés aux présentes "les requérants" ou
"les ayants droit", et ce, qu'il y ait ou non pluralité de requérants.**

Préalablement aux informations et déclarations objet des présentes, il est
exposé ce qui suit :

EXPOSE

PERSONNE DECEDEE

Monsieur Robert Gérard **ELLENI**, en son vivant retraité, demeurant à
SANARY-SUR-MER (83110) 13 rue Nazaire Fournier

Né à PARIS 13ÈME ARRONDISSEMENT (75013), le 30 janvier 1949.

Divorcé en premières noces de Madame Michelle Yvonne Marie COLLOT,
suivant jugement rendu par le tribunal de grande instance d'EVRY (91042) le 21 juin
1983 ;

Divorcé de Madame Marie-Odile Madeleine **HEDON**, suivant jugement rendu
par le tribunal judiciaire de PERPIGNAN (66000) le 7 janvier 2019, et non remarié.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Décédé à SANARY-SUR-MER (83110) (FRANCE), 13 rue Nazaire Fournier,
le 3 juillet 2023.

Absence de disposition de dernières volontés

Il n'est pas connu de disposition testamentaire ou autre à cause de mort
émanant de la personne décédée.

DEVOLUTION SUCCESSORALE

La dévolution successorale s'établit comme suit :

Héritiers

1°) Monsieur Jean-Pierre Emmanuel **ELLENI**, Gérant de société demeurant à
MARSEILLE 6ÈME ARRONDISSEMENT (13006) 70 boulevard Notre Dame

Né à LE KREMLIN-BICETRE (94270) le 9 février 1968.

Divorcé de Madame Madeleine **MURA** suivant jugement rendu par le tribunal judiciaire de NIMES (30000) le 19 juin 1995, et non remarié.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Son fils.

2°) Madame Adeline Estelle ELLENI, coiffeuse, épouse de Monsieur Olivier **RENDON**, demeurant à DURBAN-CORBIERES (11360) 1 Bis rue de la Garrigue

Née à DOURDAN (91410) le 10 décembre 1977.

Mariée à la mairie de DURBAN-CORBIERES (11360) le 16 juin 2007 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Alain AYROLLES, notaire à SIGEAN (11130), le 28 mai 2007.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Sa fille.

3°) Monsieur Thomas Claude ELLENI, Ingénieur, époux de Madame Laetitia Elodie Hélène **NOTS**, demeurant à COLOMIERS (31770) 28 allée de la Marne

Né à BRETIGNY-SUR-ORGE (91220) le 28 décembre 1979.

Marié à la mairie de BIDART (64210) le 2 juillet 2022 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Patrick LEGRIGEOIS, notaire à COLOMIERS (31770), le 20 mai 2022.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Son fils.

Ses enfants sont nés de son union avec Madame Michelle Yvonne Marie COLLOT.

Habiles à se dire et porter héritiers ensemble pour le tout ou chacun divisément pour UN TIERS (1/3).

QUALITES HEREDITAIRES

Monsieur Jean-Pierre **ELLENI**, Madame Adeline **RENDON** et Monsieur Thomas **ELLENI** sont habiles à se dire et porter héritiers de Monsieur Robert ELLENI leur père susnommé.

DROITS

En conséquence de ce qui précède, les droits respectifs de chacun des ayants droit sont les suivants :

Monsieur Jean-Pierre ELLENI : un tiers (1/3).

Madame Adeline RENDON: un tiers (1/3).

Monsieur Thomas ELLENI: un tiers (1/3).

EFFETS DE L'ACTE DE NOTORIETE

Le notaire soussigné informe les requérants des dispositions des articles 730-2, 730-3, 730-4, 730-5 et 778 du Code civil ci-après littéralement rapportés :

Article 730-2 - L'affirmation contenue dans l'acte de notoriété n'emporte pas, par elle-même, acceptation de la succession.

(Sauf acceptation expresse dans l'acte)

Article 730-3 - L'acte de notoriété ainsi établi fait foi jusqu'à preuve du contraire.

Celui qui s'en prévaut est présumé avoir des droits héréditaires dans la proportion qui s'y trouve indiquée.

Article 730-4 - Les héritiers désignés dans l'acte de notoriété ou leur mandataire commun sont réputés, à l'égard des tiers détenteurs de biens de la succession, avoir la libre disposition de ces biens et, s'il s'agit de fonds, la libre disposition de ceux-ci dans la proportion indiquée à l'acte.

(En cas de pluralité d'ayants-droit, cet article n'emporte pas droit à l'encaissement individuel des fonds, lequel réclamera un accord unanime).

Article 730-5 - Celui qui, sciemment et de mauvaise foi, se prévaut d'un acte de notoriété inexact, encourt les pénalités de recel prévues à l'article 778, sans préjudice de dommages-intérêts.

Article 778 - Sans préjudice de dommages et intérêts, l'héritier qui a recelé des biens ou des droits d'une succession ou dissimulé l'existence d'un cohéritier est réputé accepter purement et simplement la succession, nonobstant toute renonciation ou acceptation à concurrence de l'actif net, sans pouvoir prétendre à aucune part dans les biens ou les droits détournés ou recelés. Les droits revenant à l'héritier dissimulé et qui ont ou auraient pu augmenter ceux de l'auteur de la dissimulation sont réputés avoir été recelés par ce dernier.

Lorsque le recel a porté sur une donation rapportable ou réductible, l'héritier doit le rapport ou la réduction de cette donation sans pouvoir y prétendre à aucune part.

L'héritier receleur est tenu de rendre tous les fruits et revenus produits par les biens recelés dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession.

Ceci exposé, il est passé aux déclarations et affirmations du ou des requérants.

AFFIRMATION DE LA QUALITE HEREDITAIRE

Les requérants attestent la dévolution successorale telle qu'établie ci-dessus, et certifient qu'à leur connaissance il n'existe aucun autre ayant droit venant à la succession.

Ils déclarent que la personne décédée n'a laissé aucune disposition à cause de mort non relatée aux présentes.

Ils affirment, en conséquence, que les personnes figurant dans la dévolution successorale ont seules vocation et qualité à recueillir la succession.

Les requérants affirment en outre :

- que le notaire soussigné les a informés de la possibilité d'accepter purement et simplement la succession ou d'y renoncer, ou encore d'accepter la succession à concurrence de l'actif net pour n'être, dans cette dernière hypothèse, tenus des dettes successorales que jusqu'à concurrence de la valeur des biens recueillis ;

- qu'il a particulièrement attiré leur attention :

1 - sur les conséquences de l'acceptation pure et simple qui les rend alors responsables des dettes de la succession sur leur patrimoine personnel sans limitation ;

2 - sur le recel des biens ou des droits d'une succession ou la dissimulation de l'existence d'un cohéritier, qui rend l'héritier fautif purement et simplement acceptant de la succession nonobstant toute renonciation ou acceptation à concurrence de l'actif net, sans pouvoir prétendre à aucune part dans les biens ou droits divertis ou recelés ;

3 - sur les dispositions de l'article 786 du Code civil ci-après littéralement rapportées :

« L'héritier acceptant purement et simplement ne peut plus renoncer à la succession ni l'accepter à concurrence de l'actif net. Toutefois, il peut demander à être déchargé en tout ou partie de son obligation à une dette successorale qu'il avait des motifs légitimes d'ignorer au moment de l'acceptation, lorsque l'acquittement de cette dette aurait pour effet d'obérer gravement son patrimoine personnel. L'héritier doit introduire l'action dans les cinq mois du jour où il a eu connaissance de l'existence et de l'importance de la dette. »

ABSENCE D'INVENTAIRE

Les requérants déclarent qu'après le décès et jusqu'à ce jour, il n'a pas été dressé d'inventaire.

AIDE ET ASSISTANCE

Les requérants ne revendiquent aucune créance envers la succession au titre d'une indemnité pour aide et assistance à la personne décédée, dans la mesure où cette aide et assistance aurait apporté à leur endroit un appauvrissement et corrélativement un enrichissement du bénéficiaire.

AIDE SOCIALE

Les requérants déclarent, en ce qui concerne l'aide sociale :

- Que la personne décédée ne bénéficiait ni n'avait bénéficié des prestations d'aide sociale récupérables.

FICHER DES DISPOSITIONS DE DERNIERES VOLONTES

Le compte-rendu de l'interrogation effectuée auprès du fichier des dispositions de dernières volontés n'a pas révélé l'existence d'inscriptions. Ce compte-rendu en date du 5 juillet 2023 est annexé.

ACTE DE DECES

L'acte de décès numéro 0189 de Monsieur Robert **ELLENI** a été dressé le 5 juillet 2023, et une copie intégrale en date du 3 août 2023 est annexée.

AUTORISATIONS ET POUVOIRS

Les requérants autorisent expressément l'office notarial à l'effet de :

- Interroger les établissements bancaires ou financiers, le fichier national des comptes bancaires et assimilés, dénommé FICOBA, le fichier national des contrats d'assurance-vie, dénommé FICOVIE, les compagnies d'assurances, les administrations.
- Permettre la consultation des comptes bancaires ou financiers ouverts au nom de la seule personne décédée et ce même par voie dématérialisée, à cet effet ils s'engagent à lui communiquer les liens et codes d'accès.
- Toucher et recevoir de ces établissements et organismes toutes sommes, valeurs et objets dépendant de la succession, opérer tous retraits, en donner décharge, faire tous dépôts de sommes et valeurs.
- Recevoir ou payer, sur le compte ouvert au nom de la succession à la comptabilité de l'Etude, toutes sommes en principal, intérêts et accessoires pouvant être dues à tel titre et pour quelque cause que ce soit au nom de la

succession ou de l'indivision post-successorale, proposer ou accepter toute imputation, compensation ou confusion.

- Répartir le solde après prélèvement des droits de mutation éventuels et des frais de succession.

PIECES JUSTIFICATIVES PRODUITES

Les pièces suivantes ont été produites entre les mains du notaire soussigné :

- Copie par extrait des deux livrets de famille de la personne décédée ;
- Copie intégrale de l'acte de naissance du DEFUNT et de ses héritiers ;

MENTION DE L'ACTE DE NOTORIETE

Mention de l'existence de l'acte de notoriété sera portée en marge de l'acte de décès.

ATTESTATION IMMOBILIERE - INFORMATION

Le notaire soussigné informe les ayants droit de l'obligation de faire constater dans une attestation notariée toutes transmissions par décès des droits réels immobiliers pouvant dépendre de la succession.

Les ayants droit requièrent le notaire soussigné d'établir cette attestation, s'obligeant à lui fournir à sa demande tous les éléments nécessaires.

OBLIGATIONS FISCALES - AVERTISSEMENT

Les requérants déclarent avoir été avertis par le notaire soussigné :

- De l'obligation de déclarer à l'administration fiscale le patrimoine de la succession et ce dans un délai de six mois à compter du jour du décès si le défunt est décédé en France métropolitaine et un an s'il est décédé hors de France métropolitaine, la déclaration devant être accompagnée du règlement des droits s'il y a lieu.
- Qu'en cas de dépassement de ce délai, ou de redressement pour omission dans la déclaration, ou de non-paiement en tout ou partie des droits exigibles, court un intérêt de retard mensuel fixé par l'administration et calculé sur le montant des droits (l'intérêt de retard est actuellement de 0,20% par mois calculé du premier jour du mois suivant celui auquel l'impôt devait être acquitté et arrêté au dernier jour du mois du paiement).
- Qu'en outre, une pénalité est susceptible d'être appliquée, après mise en demeure ou en cas de manœuvres destinées à éluder tout ou partie de l'impôt.
- Que l'article 1727 II 3° du Code général des impôts permet l'exonération de l'intérêt de retard lié au dépôt tardif de la déclaration lorsque l'insuffisance des chiffres déclarés n'excède pas 10% de la base d'imposition retenue après redressement.
- Que de l'article 1727 V du même Code permet une réduction de moitié de l'intérêt de retard en cas de régularisation spontanée de la part du contribuable suite à une erreur ou une omission de sa part commise de bonne foi.
- Que les intérêts de retard ne sont pas applicables aux éléments d'imposition pour lesquels le contribuable a justifié dans la déclaration des motifs de droit ou de fait qui les conduisent à ne pas les mentionner.

- Qu'il leur est possible de demander à l'administration de contrôler, lors du dépôt de celle-ci, afin d'obtenir un « quitus succession » (sauf omission ou remise en cause d'une exonération).
- Qu'il leur est possible de demander à l'administration un rescrit, c'est-à-dire une prise de position formelle sur une situation de fait au regard d'un texte fiscal.
- Que les droits de mutation par décès sont acquittés par les héritiers, donataires ou légataires et que les cohéritiers sont solidaires du paiement de ces droits. (Cette solidarité n'existe toutefois pas entre les héritiers et les légataires même universels, ni entre les légataires).
- Que l'administration est susceptible de demander le dépôt d'une déclaration de revenus de la personne décédée ou la production d'une déclaration sur les revenus au titre des années précédant le décès.

Les requérants demandent au notaire soussigné d'établir la déclaration de succession, s'obligeant à lui fournir à sa demande tous les éléments nécessaires, ou à lui donner pouvoir pour les obtenir.

Le notaire précise que l'administration est en droit d'adresser à l'un quelconque des ayants droit ou des signataires de la déclaration de succession ses demandes d'éclaircissements et de justifications ainsi que ses propositions de rectification.

ENREGISTREMENT

Droit payé sur état : 25 euros.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Electronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : marie.caligaris@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.




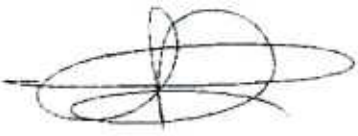
Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.

Et lecture faite, les requérants ont certifié exactes les déclarations **les** concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de la signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

<p>Mme RENDON Adeline a signé à MARSEILLE le 06 novembre 2023</p>	
<p>M. ELLENI Thomas a signé à MARSEILLE le 06 novembre 2023</p>	
<p>M. ELLENI Jean-Pierre a signé à MARSEILLE le 06 novembre 2023</p>	
<p>et le notaire Me CALIGARIS MARIE a signé à L'OFFICE L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS LE SIX NOVEMBRE</p>	

**Avenant de Résiliation
du contrat de garantie d'usage
accordé à la hoirie ELLINI
port du Brusc – Commune de Six-Fours-les-Plages**

ENTRE :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée Hôtel de la Métropole – 107, bd Henri Fabre
- CS 30536 – 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Jean Pierre GIRAN, dûment
habilité aux présentes en vertu de la décision du Bureau Métropolitain n°

Ci-après dénommée « **l'Autorité Portuaire** »,

D'UNE PART,

ET

Monsieur Jean-Pierre, Emmanuel ELLINI, domicilié 70 Boulevard Notre Dame, 13006 MARSEILLE

Madame Adeline, Estelle ELLINI, domiciliée 1 Bis rue de la Garrigue, 11360 DURBAN-CORBIERES

Monsieur Thomas, Claude ELLINI, domicilié 28, Allée de la Marne, 31770 COLOMIERS

Ci-après dénommée « **les Bénéficiaires** »,

D'AUTRE PART.

PREAMBULE :

En date du 20 novembre 2015, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence, ancienne Autorité Portuaire, a
accordé à Monsieur Robert ELLINI un contrat de garantie d'usage dans le port du Brusc (commune de
Six-Fours-les-Plages)

Ce contrat porte sur un poste d'amarrage d'une surface de 63 m² (14 X 4,50 m) consenti moyennant une
participation financière de 180 000 € TTC pour une durée de 20 ans.

Suite au décès de Monsieur Robert ELLINI en date du 3 juillet 2023, ses ayants-droits souhaitent résilier
ce contrat de garantie d'usage conformément aux articles 8.1 et 10 du contrat précité.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 :

Le contrat de garantie d'usage de Monsieur Robert ELLINI, décédé, délivré le 20 novembre 2015 dans le port du Brusc est résilié à compter de la date de notification du présent avenant.

ARTICLE 2 :

Les héritiers de Monsieur Robert ELLINI s'engagent à libérer le poste mis à disposition par le contrat de garantie d'usage à compter de la date de notification du présent avenant.

ARTICLE 3 :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à reverser à l'**Etude « AMCD NOTAIRES » Société Civile Professionnelle, titulaire d'un Office Notarial à Marseille (13008)**, en charge du règlement de la succession de Monsieur Robert ELLINI, la somme de **128 890,67 € TTC** (cent vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-dix euros et soixante-sept centimes) dont le calcul est rappelé ci-dessous et conformément à la feuille de calcul récapitulative dénommée « résiliation de contrat de garantie d'usage » ci-jointe :

$$V = \frac{Ro \times \frac{TP\ 02\ (n)}{TP\ 02(0)} \times \frac{A}{N}}$$

V = valeur de reprise HT

Ro = montant de la redevance forfaitaire d'origine fixée par le contrat de garantie d'usage en date du 20 novembre 2015 (article 4), soit 150 000 € HT.

TP 02 (n) = indice Travaux Publics TP 02 au 1^{er} janvier de l'année de reprise, soit 134

TP 02 (0) = indice Travaux Publics TP 02 au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle a été signé le contrat, soit 105.8

A = durée de validité restante à la date de reprise (en jours), soit 4 130

N = durée de la garantie d'usage fixée par le contrat (en jours), soit 7 305.

ARTICLE 4 :

Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sera chargé de l'exécution du présent avenant qui sera publié au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 5 :

Le présent avenant peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Toulon, le

Les Bénéficiaires

Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre, Emmanuel ELLINI,

Jean-Pierre GIRAN

Madame Adeline, Estelle ELLINI

Monsieur Thomas, Claude ELLINI